le peuple.VS

Numéro 226
Janvier 2026



JAB CH-1950 Sion 1

LA POSTE

MakeTruth Great Again 5

8 mars 2026 : la fin d'une injustice fiscale 7

Résister n'est plus un slogan, mais notre seule ligne de conduite

A peine la nouvelle année a-t-elle commencé qu'elle s'annonce déjà désastreuse.

Il n'aura fallu attendre à peine plus d'une heure et demie pour que le Valais bascule dans l'horreur avec le terrible incendie de Crans-Montana. Alors que l'état de sidération nous touchait en plein cœur, nous apprenions que les USA, sous la baguette du despote Donald Trump, décidait de kidnapper le président du Venezuela en fomentant un coup d'état. Mais le gouvernement néofasciste américain ne comptait pas s'arrêter là, allant jusqu'à menacer le Groenland dans une tentative assumée de réhabiliter la colonisation. Une colonisation qu'il connait puisque son plus proche allié, n'est autre que le gouvernement sioniste qui pratique cela depuis des décennies. Il a eu donc tout le loisir d'observer et prendre des

Suite en page 2



notes sur les stratégies d'accaparement des ressources fondées sur l'éradication progressive des populations autochtones. Quelques jours plus tard, Donald Trump annonçait fièrement la sortie des USA de 66 organisations internationales dont le GIEC. Nous pourrions croire à un épisode de *South Park* et en rire si ces décisions n'allaient pas impacter des millions de personnes à travers le monde en continuant la déstabilisation qui profite uniquement à une poignée d'oligarques étasuniens. A bien y regarder, tout cela tient davantage du scénario de Black Mirror que du réel : une dystopie qui ne s'arrête pas lorsque l'écran s'éteint.



Aujourd'hui, à force d'avoir inondé le monde de déclarations puériles et délirantes, plus rien ne semble avoir de sens. En lisant le titre d'une news, nous nous sentons obligé de vérifier qu'il ne s'agisse pas du Gorafi, mais bien d'un média sourcé. Et dans tout ce marasme, les *Epstein files* ont miraculeusement disparu des médias.

Ce mois de janvier a aussi vu la révolte en Iran prendre une nouvelle tournure avec des manifestations dans tout le pays brutalement réprimées par le régime autocratique des mollahs. Une opportunité pour les USA pour tenter d'instrumentaliser cette révolte à son profit. Car comme au Venezuela, les ressources ne manquent pas là-bas. Renverser le pouvoir en s'assurant de placer un pion à sa solde ne pourrait que galvaniser l'autoproclamé maître du monde qui fêtera ses 80 ans cette année.

A bien y regarder, tout cela tient davantage du scénario de Black Mirror que du réel : une dystopie qui ne s'arrête pas lorsque l'écran s'éteint.

Dans le même temps, la situation en Syrie s'est fortement envenimée. Ahmed al-Charaa, l'ancien terroriste recherché par la Maison Blanche qui a troqué sa tenue de combat d'Al-Qaida contre un costard cravate, lance une offensive au nord du pays et notamment au Rojava contre les populations kurdes. Ces mêmes Kurdes qui avaient mené les offensives victorieuses contre Daesh il y a quelques années sont aujourd'hui totalement isolés et lâchés par les Occidentaux. Ceci démontre tout simplement qu'avoir une idéologie salafiste n'est pas vraiment un problème tant que vous êtes alignés sur la politique de l'Oncle Sam et de son allié israélien. L'Arabie Saoudite avait déjà ouvert la voie.

Pendant ce temps-là, dans une quasi indifférence l'Etat d'Israël poursuit son annihilation du peuple palestinien en s'attaquant cette fois à l'UNRWA, déjà pourtant interdite par l'entité coloniale. Cette dernière est aujourd'hui accusée d'avoir incendié des bâtiments appartenant à cette organisation onusienne alors qu'ils étaient déjà en cours de démolition. La rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese résume ainsi : *« Les Nations unies et le droit international sont démantelés pierre par pierre sous les yeux du monde. Attaquer l'UNRWA revient à écraser les efforts de la communauté internationale visant à préserver la vie des Palestiniens. »*

Si nous continuons de parler de la Palestine, c'est que rien ne s'est arrêté avec le pseudo cessez-le-feu. Et surtout pour rappeler qu'Israël continue de normaliser leur dessein génocidaire sans avoir reçu de véritables sanctions. Il est de bon ton de rappeler que jamais, dans les conflits récents, la mortalité infantile n'avait atteint de tels niveaux qu'à Gaza. L'équivalent d'une classe d'enfants a été anéantie chaque jour depuis deux ans. Plus de 70 kilotonnes de bombes – six fois Hiroshima – larguées sur un territoire six fois plus peuplé. Un nombre sans précédent de mineurs mutilés et un rythme de massacres comparable seulement à celui de 1994 au Rwanda. A Gaza, la destruction systématique de la vie civile a atteint, au XXIe siècle, un niveau jusqu'alors jamais observé.

La liste de ces violences est évidemment non exhaustive tant les conflits mondiaux et les atteintes aux droits humains se sont généralisés dans le monde. Le mois de janvier, habituellement synonyme de bonne résolution et de remise à zéro, nous propose une entrée en manière de 2026 pour le moins détestable. Dans ces conditions, difficile d'y voir des lueurs dans ces ténèbres. Et pourtant, face à cette nuit qui s'étend, la persévérance de la lutte est notre unique refuge. Résister n'est plus un slogan, mais notre seule ligne de conduite.

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Notre initiative pour plafonner les primes maladie est déposée !



C'est fait ! Un peu moins d'un an après son lancement, notre initiative cantonale valaisanne « Maximum 10 pour cent du revenu pour les primes d'assurance-maladie » a été déposée le mardi 20 janvier à la Chancellerie d'Etat du Canton du Valais, forte de 4902 signatures valables sur les 4 000 nécessaires. Le succès rencontré par le texte auprès de la population montre que nous répondons ici, concrètement, à une préoccupation majeure des Valaisannes et des Valaisans.

Nous le savons : alors que les prix ne cessent d'augmenter, les salaires et les rentes stagnent. Le pouvoir d'achat de la population est sous pression constante. Dans ce contexte, les primes maladie jouent un rôle majeur : elles ont plus que doublé depuis 1997, passant de 6,6 % en moyenne du revenu disponible en 2000 à 14 % en 2020. Les dernières années ont vu des hausses massives en Valais, dont la dernière, pour 2026, de 5,9 %. Face à ces coups de massue, de plus en plus de personnes renoncent aux soins. Cet état de fait est alarmant : non seulement une assurance supposée permettre aux gens de mieux vivre est devenue un fardeau financier parfois insupportable, mais cette évolution a l'effet pervers de rendre les soins difficilement accessibles pour celles et ceux qui en ont souvent le plus besoin.

Dans ce contexte, en juin 2024, la population valaisanne disait OUI à l'initiative fédérale de plafonnement des primes maladie du PS Suisse à plus de 52 %. Le texte a malheureusement échoué au niveau national. Dans la foulée, des forces politiques et syndicales valaisannes ont répondu à l'appel du PSVR et se sont réunies pour lancer le même texte au niveau cantonal. Un peu moins d'un an après sa parution au bulletin officiel le 31 janvier 2025, l'initiative a aujourd'hui été déposée à la Chancellerie d'Etat du Canton du Valais, forte de 4902 signatures valables sur plus de 5680 récoltées. Ce succès impressionnant montre que nous répondons à une préoccupation majeure de la population valaisanne.

Le succès d'une initiative socialiste similaire au Tessin en septembre 2025, avec plus de 57 % de OUI, montre que la population n'en peut plus et qu'il est grand temps d'agir. Nous pouvons nous réjouir de permettre aujourd'hui au Valais de suivre l'exemple d'autres cantons et d'enfin plafonner les primes d'assurance-maladie, afin de mettre un terme à leur explosion et de protéger concrètement le pouvoir d'achat des Valaisannes et des Valaisans.

Ce succès, chères et chers camarades, c'est le nôtre. Les socialistes ont fourni près de 2500 signatures au total. Je tiens ici à vous remercier toutes et tous d'avoir battu le pavé durant de longs mois pour faire aboutir ce texte central pour nos valeurs et notre engagement. La balle est désormais dans le camp du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. Une chose est sûre : la pression populaire pour enfin mettre un terme à la folie des primes, en Valais comme dans d'autres cantons, devra être entendue par nos autorités.

Clément Borgeaud, président du PSVR





Budget 2026
Mêmes recettes… mêmes dégâts

Avec ce premier numéro de l'année, revenons sur l'objet principal de la session de décembre du Grand Conseil valaisan.

Ce budget est tout d'abord un hybride mal fagoté. Préparé par l'ancien Conseiller d'Etat Roberto Schmidt et défendu par sa successeure, Franziska Biner, il relève plus de l'exercice d'équilibrisme politique que d'un véritable projet d'avenir.

Surtout, il ne répond pas réellement aux besoins de notre canton et de sa population. La faute à un Conseil d'Etat qui manque de vision politique à long terme, mais aussi à un Grand Conseil dominé par une majorité de droite, bourgeoise et néolibérale.

Ce manque de vision politique se traduit par une incapacité chronique à définir des éléments prioritaires pour le canton. On a parfois l'impression que la priorité du Conseil d'Etat, et en particulier du Département des finances, est de ne froisser personne au sein du collège.

Résultat : aucune politique ambitieuse, aucun choix fort et même, oserais-je dire, un renoncement à défendre les intérêts communs de la population valaisanne. A la place, il préfère se rallier sans ciller au narratif général de l' « austérité heureuse ».

Illustration parfaite de cet « échec », le refus de postes supplémentaires, pourtant demandés par le Conseil d'Etat, à raison de quatre par département. Faute d'une réelle argumentation et de priorités assumées, cette demande a été balayée par une partie de la droite bourgeoise.

Quant aux effets de cette majorité politique au Parlement, ils se font ressentir bien au-delà de ce refus. Les décisions « antisociales » du mois de décembre, et même auparavant, ne manquent pas.

Refus de moyens supplémentaires :

- pour la réduction des primes maladie,
- pour les APEA,
- pour des loyers abordables,
- pour la mise en œuvre de l'initiative sur les soins.

Les arguments sont toujours les mêmes et rabâchés à l'envi, du moins depuis mon entrée au parlement en 2017 :

La pression fiscale, sur les entreprises et la « classe moyenne », est trop lourde.

Résultat : régulièrement, l'on révise l'imposition pour accentuer les « économies » des nantis, au détriment des services publics. Ensuite, lorsque l'on constate que les recettes s'amenuisent ou que les services se retrouvent sous pression, la réponse est toujours la même :

Couper dans le budget et lui imposer des « cures d'austérité », mais toujours dans la joie, évidemment.

Couper dans le budget et lui imposer des « cures d'austérité », mais toujours dans la joie, évidemment. Car baisser les impôts, selon cette vision, serait le déclencheur du « ruissellement ». * Cette théorie fumeuse, qui a la magique tendance à donner à la population l'illusion de sa « richesse », l'invitant à accepter des sacrifices bien réels, et qui repose sur l'idée de faire prendre à celle-ci « des vessies pour des lanternes ».

Finalement, on se retrouve avec des faits, froids et calculés : l'Etat n'a pas les moyens d'assurer ses tâches. Qu'il « coûte ».



Au lieu de faire une introspection et de se rendre compte que ce sont les décisions que j'énumère ci-dessus qui l'amènent dans ce mur, la droite bourgeoise et néolibérale continue à persévérer dans ses travers : coupes budgétaires, constat de « déficit »… coupes budgétaires, constat de « déficit », etc.

Parfois, elle « solutionne » même le problème en le reportant sur l'échelon inférieur, les communes, qui elles aussi se trouvent sous pression.

C'est un éternel recommencement et, après mon huitième budget, je me rends compte que tous les mois de décembre se ressemblent et que l'esprit de Noël, à défaut de Père Noël, est bien peu présent auprès de mes collègues députés.

Cependant, cela ne me décourage pas et c'est même la source de ma combativité, pour un Valais plus social, plus juste et plus solidaire.

Et n'oubliez pas : on gagne, on perd, mais surtout on ne lâche rien !

Valentin Aymon, député-suppléant

* *La théorie du ruissellement postule que l'on doit favoriser l'enrichissement des personnes les plus riches afin qu'elles puissent réinvestir cet argent, qui créerait des emplois et favoriserait la consommation.*

Make Truth Great Again



Le 19 janvier dernier s'ouvrait le WEF à Davos, réunissant responsables politiques, banquiers et milliardaires sous le thème « l'esprit du dialogue ». La présence du président américain Donald Trump, dont la dérive autoritaire se fait de jour en jour plus prononcée, a donné lieu à de nombreuses critiques.

La brutalité de sa politique a souvent été minimisée au motif qu'elle servait les intérêts du pays. Pourtant, il est difficile d'imaginer qu'une politique reposant en particulier sur l'ignorance, le chaos et le phallocratisme serve les intérêts de celles et ceux qu'elle prétend défendre.

Pour alimenter l'ignorance de sa base, l'administration trumpienne défait tout ce qui infirme son fantasme *wokiste.* D'un pied, elle écrase le savoir scientifique, en menaçant les universités de retraits de financement et d'enquêtes, en interdisant des mots-clés dans la recherche, en entreprenant des coupes budgétaires et des licenciements massifs, etc. De l'autre, elle écrase la liberté de la presse en restreignant l'accès des journalistes à la Maison-Blanche pour ouvrir grand la porte aux influenceur·euses pro-Trump. Enfin, elle bâillonne des mains la justice en évinçant l'acteur décisionnel qui ne suit pas sa ligne, comme en a fait les frais le procureur de Floride Michael Gordon.

En outre, le président américain participe activement au chaos qui renforce l'obsession sécuritaire de sa base, en particulier dans le cadre de sa politique migratoire. L'ICE, dont les effectifs et le champ d'action ont nettement été augmentés, est devenue une véritable broyeuse, qui traque les personnes étrangères jusque dans les écoles, les hôpitaux, les églises et les tribunaux. Des milliers de personnes vivent dans la peur d'être arrêtées, placées en détention ou expulsées vers des pays tiers, même lorsqu'elles sont en situation régulière. Les agents de l'ICE n'exercent pas seulement cette répression arbitraire à l'égard des personnes étrangères ; ils s'en prennent à tout individu soupçonné de leur faire obstruction, comme en témoigne le meurtre de Renée Good.

Enfin, Trump entretient une misogynie qui contamine le débat public. Les exemples font légion. Le plus récent concerne sans doute l'affaire Epstein, dans laquelle s'est empêtrée son administration. En décembre dernier, la publication des documents relatifs à l'affaire, partielle et caviardée, a été vivement critiquée. Dans le lot des révélations qui ont entaché la crédibilité du président au cours des derniers mois, une lettre d'anniversaire qu'il aurait adressée à Epstein en 2003 a particulièrement mobilisé l'opinion publique. En septembre 2025 était rendue publique la lettre dont Trump démentait l'existence deux mois auparavant. On y voit une silhouette de femme nue, portant la signature du président américain au niveau de la toison pubienne. Les insultes sexistes réitérées du président, dont le « Quiet Piggy ! » adressé à une journaliste dans le cadre de l'affaire Epstein nous offre un exemple, ne peuvent que favoriser une misogynie désinhibée.

Au vu des exemples évoqués et du jugement largement négatif porté sur son bilan en matière de coût de la vie et d'emploi, on comprend que la politique de Trump soit contestée par plus de la moitié des Américain·es. Rattachées à leur logique impérialiste, de telles politiques sont aux antipodes de « l'esprit de dialogue » revendiqué par le WEF. Alors disons-le clairement : ni là-bas ni ici, ni maintenant ni demain, nous ne voudrons de rois.

Elda Weissbrodt



Oui à l'initiative pour un fonds climat

Le 8 mars, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur l'initiative visant à créer un fonds climat pour notre pays.

En tant que pays alpin, la Suisse est particulièrement exposée aux effets de la crise climatique. La fonte accélérée des glaciers, l'augmentation des vagues de chaleur, des inondations et des phénomènes météorologiques extrêmes montrent que le réchauffement climatique n'est plus une menace lointaine, mais une réalité déjà bien présente. Depuis l'ère préindustrielle, la température moyenne en Suisse a augmenté d'environ 2,9 °C, soit plus du double de la moyenne mondiale. Sans mesures supplémentaires, le réchauffement pourrait atteindre jusqu'à 5 °C d'ici la fin du siècle, avec des conséquences dramatiques pour la santé, la biodiversité, les infrastructures et l'économie. Le canton du Valais suit déjà de pleins fouets des catastrophes liés à ces problématiques.



Les impacts économiques sont considérables. Aujourd'hui déjà, les dommages causés par les événements climatiques extrêmes s'élèvent à près d'un milliard de francs par an. Selon le Conseil fédéral, ces coûts pourraient atteindre jusqu'à 34 milliards de francs par an d'ici 2060 si aucune action n'est entreprise. Les cantons et les communes, en première ligne face à ces dégâts, voient leurs budgets de plus en plus sous pression, ce qui freine la mise en œuvre de mesures de protection et d'adaptation indispensables.

La crise climatique est étroitement liée à la crise de la biodiversité. La disparition des zones humides, la dégradation des forêts et la perte d'espèces réduisent la résilience des écosystèmes, alors que ceux-ci sont essentiels pour lutter contre le changement climatique. Des investissements ciblés dans la renaturation des cours d'eau, la protection des sols et des forêts ainsi que des solutions fondées sur la nature sont donc indispensables.
En 2023, la population suisse a clairement exprimé sa volonté politique en décidant que la Suisse devait atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. L'initiative prévoit la création d'un fonds d'investissement fédéral destiné à financer, de manière socialement équitable, la transition énergétique et climatique. Elle prévoit d'investir chaque année entre 0,5 % et 1 % du PIB, soit entre 3,5 et 7 milliards de francs, jusqu'en 2050. Ces moyens seraient consacrés à la décarbonation des bâtiments, des transports et de l'économie, au développement massif des énergies renouvelables, à l'amélioration de l'efficacité énergétique, à la formation et à la reconversion professionnelle, ainsi qu'au renforcement de la biodiversité et des puits de carbone naturels.

Le fonds climat vise également à renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique. La dépendance de la Suisse aux importations de combustibles fossiles, mise en lumière par la guerre en Ukraine, représente un risque économique et géopolitique majeur. En investissant dans une production d'énergie renouvelable indigène et dans l'efficacité énergétique, la Suisse réduit cette dépendance tout en créant des emplois durables et en renforçant son économie locale.

A l'image des grands projets collectifs du passé, tels que l'AVS ou les barrages hydroélectriques, le fonds climat est présenté comme le projet générationnel de notre époque : un investissement solidaire et à long terme pour un avenir climatiquement sûr et prospère.

Depuis l'ère préindustrielle, la température moyenne en Suisse a augmenté d'environ 2,9 °C, soit plus du double de la moyenne mondiale.

Et à celles et ceux qui craigneraient un nouvel impôt déguisé, qu'ils et elles se rassurent. Le fonds climat fonctionne sans nouveaux impôts ni taxes. Les versements au fonds sont exemptés du frein à l'endettement. Ainsi, le fonds climat crée une sécurité de planification pour les investissements urgents dans la protection du climat, l'adaptation et l'innovation.

Yoann Bodrito

8 mars 2026: la fin d'une injustice fiscale



Le 8 mars 2026, lors de la journée internationale des droits de la femme, la Suisse votera sur l'introduction de l'imposition individuelle. La date est hautement symbolique. Elle rappelle que la fiscalité n'est jamais neutre et que le système actuel continue, encore aujourd'hui, à pénaliser le travail des femmes.

Depuis 1984, le Tribunal fédéral juge le cumul des revenus des couples mariés anticonstitutionnel. Pourtant, quarante ans plus tard, cette discrimination perdure. En additionnant les revenus, l'impôt fait grimper artificiellement la progression fiscale et frappe en priorité le deuxième revenu du ménage – dans près de 90 % des cas, celui des femmes.

Plus d'emplois, plus de cotisations sociales, moins de précarité : l'impact est à la fois social et économique.

Ce système repose sur un modèle familial dépassé, celui du ménage à revenu unique. Or la réalité sociale a profondément changé : plus de 80 % des mères d'enfants mineurs exercent une activité professionnelle. Malgré cela, des centaines de milliers de femmes restent contraintes au temps partiel, souvent malgré elles, parce que les impôts et les frais de garde absorbent une part disproportionnée de leur salaire. Cette logique affaiblit leur indépendance économique et se paie plus tard par des rentes insuffisantes et une pauvreté accrue à la retraite. Une femme touche en moyenne CHF 20'000.- par an de moins que son conjoint à la retraite.

L'imposition individuelle met fin à cette injustice structurelle. Chaque personne est imposée sur son propre revenu, indépendamment de son état civil. Le deuxième salaire n'est plus pénalisé par une progression artificielle. Les couples peuvent décider ensemble, selon leurs besoins et leurs valeurs, qui travaille à quel pourcentage, qui vaque aux tâches familiales, sans subir une contrainte fiscale injuste. Pour les femmes, cela signifie plus d'autonomie financière, de meilleures perspectives professionnelles et une sécurité accrue à long terme.

Le groupe de personnes qui bénéficieront d'un allègement fiscal est conséquent : 3'112'740 contribuables paieront moins d'impôts, contre 893'540 qui verront leur charge augmenter. Les couples mariés à revenu unique ou à double revenu, les personnes non mariées et les couples de retraités bénéficieront d'un allègement fiscal global. Les rares hausses concernent presque exclusivement des ménages à très hauts revenus, souvent à revenu unique, favorisés par le « bonus mariage ». Le barème fiscal sera adapté pour soulager les bas et moyens revenus, avec un abattement de base plus élevé et une progressivité renforcée pour les hauts revenus.

Le Valais a tout à gagner de cette réforme. Canton marqué par le travail à temps partiel et par une forte présence féminine dans la santé, le social, l'éducation ou le tourisme, il bénéficiera pleinement de l'augmentation des taux d'activité. Plus d'emplois, plus de cotisations sociales, moins de précarité : l'impact est à la fois social et économique.



Comité interpartis du PS, PLR, Vert.e.s, Verts Libéraux, NEO et PoP.

Comme Femmes socialistes du Valais romand, nous défendons une société où :

- le travail des femmes est reconnu et justement imposé,
- les familles disposent d'une réelle liberté de choix,
- et l'égalité entre femmes et hommes n'est pas un slogan, mais une réalité concrète.

Voter oui le 8 mars 2026 n'est pas un geste symbolique. C'est réparer une injustice constitutionnelle, c'est mettre fin à une discrimination d'Etat et c'est faire un pas décisif vers l'égalité réelle.

Paola Riva Gapany,
députée et co-présidente des Femmes socialistes du Valais romand



Pas d'armes suisses pour les guerres civiles !

Une alliance de partis de gauche et du centre, ainsi que plusieurs ONG, a lancé début janvier un référendum contre l'assouplissement de la loi suisse sur le matériel de guerre, récemment validé par le Parlement.

L'alliance dénonce une réforme qui faciliterait l'exportation et la réexportation d'armes, au détriment des principes humanitaires et de la neutralité helvétique.

Après des scandales liés à l'exportation d'armes suisses vers des zones de conflit, le Conseil fédéral a tout d'abord renforcé les règles en introduisant des critères d'exclusion dans l'ordonnance sur le matériel de guerre. Toutefois, ces règles ont été progressivement assouplies sous la pression du lobby de l'armement.



- En 2008, l'ordonnance est modifiée pour autoriser des exportations vers des pays en guerre civile, notamment vers l'Arabie saoudite engagée dans le conflit au Yémen.
- En 2016, une large alliance lance l'initiative correctrice afin d'inscrire des critères stricts dans la loi et de renforcer le contrôle démocratique du Parlement.
- En 2018, le Parlement adopte un contre-projet indirect satisfaisant, ce qui conduit au retrait de l'initiative.
- En 2021, la loi sur le matériel de guerre est modifiée et les critères d'exportation sont pour la première fois clairement ancrés dans la loi.
- Dès 2022, le lobby de l'armement tente de remettre en cause ces avancées par des interventions parlementaires.
- En 2023, le Parlement adopte une nouvelle modification législative qui affaiblit fortement les acquis de l'initiative correctrice et rouvre la voie aux exportations vers des pays en guerre civile ou violant gravement les droits humains.

Aujourd'hui, le rôle central accordé au Conseil fédéral, désormais seul habilité à refuser des exportations en cas de « circonstances exceptionnelles » est un véritable problème. Cette réforme autoriserait des exportations d'armes même vers des Etats impliqués dans des conflits armés ou responsables de violations systématiques des droits humains, et supprimerait largement les déclarations de non-réexportation. Les armes suisses pourraient ainsi circuler sans contrôle dans des zones de guerre à travers le monde.

Cette modification vise principalement à soutenir l'industrie suisse de l'armement, au détriment de la neutralité, de la sécurité et de la tradition humanitaire de la Suisse. Elle affaiblit aussi le contrôle démocratique, puisque le Conseil fédéral pourrait décider seul quels pays sont exemptés des critères d'exportation.

Contrairement aux arguments avancés, la réforme n'aiderait pas l'Ukraine : les exportations directes et indirectes d'armes vers ce pays resteraient interdites pour des raisons de neutralité. En revanche, elle ouvrirait la voie à des livraisons vers des pays comme l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, la Hongrie ou l'Argentine, ainsi qu'à des réexportations incontrôlées vers des zones de conflit.

Les critères stricts introduits en 2021 avaient permis de réduire fortement les scandales liés aux exportations d'armes suisses. Leur démantèlement risquerait de relancer ces dérives, d'alimenter les conflits armés et d'aggraver les souffrances civiles. C'est pourquoi un référendum est lancé : dès le 7 janvier 2026, 50'000 signatures devront être récoltées en 100 jours afin de soumettre cette réforme jugée dangereuse au vote populaire.

Elle affaiblit aussi le contrôle démocratique, puisque le Conseil fédéral pourrait décider seul quels pays sont exemptés des critères d'exportation.

Une chose est claire : cet assouplissement est fatal. Il fait passer les intérêts du lobby de l'armement avant les vies humaines. Nous ne pouvons pas l'accepter. Il appartient à chacun·e de signer via le formulaire joint au journal et de le relayer, afin que cet assouplissement inacceptable de la loi sur le matériel de guerre puisse être soumis au vote.

Yoann Bodrito

L'humain

Tenir quand tout vacille

Il est difficile d'imaginer un début d'année plus douloureux pour le canton du Valais. A peine une heure et demie après l'entrée dans 2026, notre région a basculé dans l'horreur, projetant la région au cœur de l'actualité mondiale. Le bilan est terrible : 40 personnes ont perdu la vie, 116 ont été grièvement blessées, pour la plupart âgées de moins de 20 ans, lors de l'incendie de Crans-Montana.

Une fois la sidération passée, s'ouvre le temps du deuil collectif. En Valais, rares sont celles et ceux qui ne connaissent pas une personne touchée directement ou indirectement par ce drame. Victimes et proches, mais aussi membres de la chaîne de secours, soignant·es, forces d'intervention, ainsi que les citoyen·nes présents cette nuit-là ayant spontanément porté assistance aux blessé·es, sont durablement frappés par cette tragédie.

Les premières heures ont également été marquées par une couverture médiatique parfois précipitée, où certains journalistes, en quête d'exclusivité, se sont improvisés justiciers au détriment de la retenue et de la rigueur nécessaires face à un tel drame. Dans ce marasme ambiant, un homme est sorti du lot par son humanisme.

L'humain d'abord résume parfaitement celui qui a agit en véritable chef d'Etat pour traverser cette période difficile pour nombre de citoyen·nes. Le Valais connaissait les guides de montagne. Il a trouvé, dans l'épreuve, un homme capable de guider quand le sol se dérobe. Dès les premières heures, il a pris ses responsabilités face à la presse et aux familles des victimes dans l'attente insupportable de nouvelles de leurs proches. Des responsabilités qui n'ont jamais empêché d'éprouver de l'empathie, de l'humilité et une émotion sincère.

Une émotion qui s'est retrouvé dans le discours du 9 janvier au CERM. Devant les caméras du monde entier, Mathias Reynard a su unir et rassembler les gens avec une dignité ayant apporté un apaisement nécessaire à de nombreux cœurs brisés. En présentant des excuses au nom de la communauté et la reconnaissance de la responsabilité collective, il a contribué à redorer le blason du canton tout en posant un geste fort envers les personnes touchées par cette tragédie.

Un discours qui a rappelé ce que peut être la parole politique lorsqu'elle touche juste. Rassembleuse, sincère et qui trouve un écho profond chez presque toutes celles et ceux qui l'ont entendu.

Rien ne peut effacer l'horreur. Mais ce message a ouvert un espace rare de reconnaissance, de compassion et de responsabilité. Il a rappelé que l'humanité, même meurtrie au plus profond, peut encore se tenir droite. Merci, Mathias, pour ces mots d'une rare justesse allant au-delà de nos espérances.

Tu incarnes cette rareté : une autorité qui ne se construit ni dans le bruit ni dans la posture. La preuve qu'on peut servir le peuple sans élever la voix ni mépriser.

La rédaction

En souvenir de nos camarades

Il y a 10 ans, le 15 janvier 2016, 30 personnes trouvaient la mort dans un attentat à Ouagadougou. Parmi elles,

l'ancien conseiller national

Jean-Noël REY

ainsi que l'ancien député

Georgie LAMON

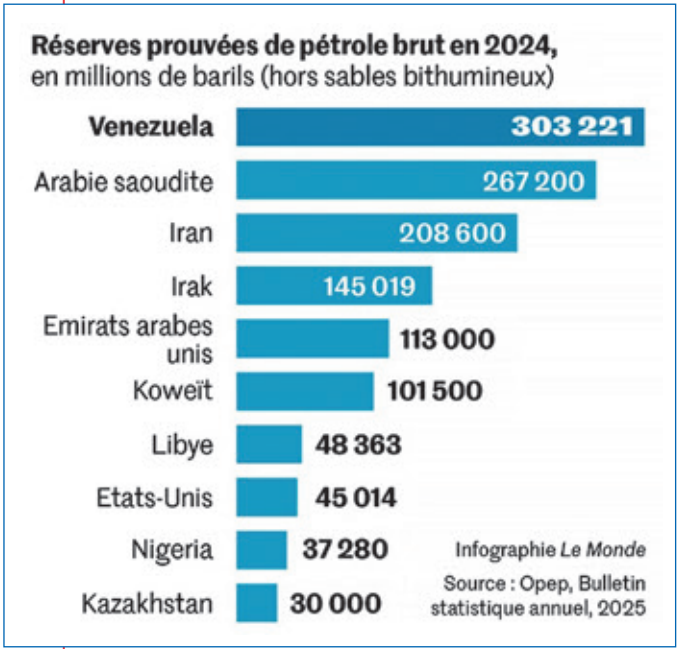
tous deux socialistes.

Aujourd'hui, le Parti socialiste du Valais romand se souvient de deux camarades qui ont marqué durablement leur époque par leur engagement en faveur de la solidarité, de l'égalité, de la justice et des droits humains. Leur vie en faveur du bien commun continue de nous inspirer aujourd'hui.

L'impérialisme étasunien continue de brutaliser le monde

Le 3 janvier 2026, le monde apprenait avec stupéfaction l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro par les USA dans une forme de coup d'état tordu. Une partie des commentateurs politiques applaudissaient la destitution d'un dictateur tout en saluant la minutie de cette opération illégale. Les condamnations sur cette ingérence allant à l'encontre du droit international se faisaient plus timorées.

Alors que les motifs officiels avancés par le gouvernement Trump se limitaient au prétendu narcotrafic de l'Etat vénézuélien, les experts de l'Amérique latine expliquaient que ce pays n'assumait qu'une responsabilité marginale dans le trafic de drogue à destination des Etats-Unis. Lors de la conférence de presse relative à ce coup d'Etat, Donald Trump évoqua 7 fois le terme « pétrole ». Le mot démocratie, qui semblait être la raison toute désignée des Occidentaux, fut totalement absent. Le président orange ne se cache même plus de ses intentions d'accaparement des ressources. Il le dit haut et fort, ses intérêts sont au-dessus de toute morale. C'est la loi du plus fort, comme dans notre société capitaliste basée sur des rapports de domination.



Sur son blog, l'économiste Gabriel Zucman développe le rapport des Etats-Unis au Venezuela. Ce pays détient environ 303 milliards de barils de réserves prouvées, soit les plus importantes au monde. Dès 1929, le Venezuela représentait plus de 10 % de la production mondiale et devenait le premier exportateur de pétrole. Au sommet de l'extractivisme, en 1957, les profits des multinationales étasuniennes au Venezuela sont équivalents à l'ensemble des profits réalisés par toutes les entreprises étasuniennes en Amérique latine et en Europe continentale réunies. Ces profits représentent alors environ 12 % du revenu national vénézuélien, soit autant que les revenus cumulés des 50 % les plus pauvres du pays.

Cette manne profite principalement aux actionnaires étasuniens et à une importante communauté d'expatrié·es, tandis que les inégalités explosent. A partir des années 1960, le Venezuela tente de reprendre le contrôle de sa rente, notamment par la création de l'OPEP en 1960 et la nationalisation du pétrole en 1976. Aujourd'hui, la production vénézuélienne est largement effondrée, mais la hausse des prix du pétrole rend l'enjeu encore plus élevé : un retour aux conditions d'exploitation du milieu du XXe siècle pourrait générer 100 à 150 milliards de dollars de profits annuels, soit un ordre de grandeur comparable aux bénéfices d'Aramco, le premier producteur mondial.

D'autres hypothèses avancées dépassent le cadre du simple pétrole. L'intervention étasunienne au Venezuela viserait la préservation du système du pétrodollar, socle de la puissance économique américaine depuis l'accord conclu en 1974 avec l'Arabie saoudite. En imposant la facturation du pétrole en dollars, ce dispositif garantit une demande structurelle de devise américaine et soutient la capacité de financement des États-Unis.

Dans cette perspective, le Venezuela constituerait une menace stratégique majeure : détenteur des plus importantes réserves prouvées de pétrole au monde, il a engagé depuis 2018 une politique explicite de dédollarisation, développant des circuits financiers alternatifs et cherchant à rejoindre les BRICS. Dans un contexte de progression de la dédollarisation mondiale, cette intervention pourrait aussi être interprétée comme un signal de défense d'un ordre monétaire contesté.

Une chose est certaine, cette fuite en avant d'escalade guerrière menée par un président dont la sénilité ne semble pas s'atténuer, entraine le monde vers une instabilité totale qui pourrait mener au chaos.

Yoann Bodrito

L'épouvantail islamique ressort des placards



Tout commence à Eschenbach, dans le canton de Saint-Gall, où une enseignante s'est vu refuser un poste à l'école primaire en raison du port du voile, malgré son engagement à dispenser un enseignement religieusement neutre. Ce cas, d'abord local, a rapidement pris une ampleur politique en Suisse alémanique.

Comme l'a rapporté la RTS, le débat sur l'interdiction du voile à l'école s'est étendu aux parlements cantonaux de Saint-Gall et d'Argovie, avant d'atteindre le niveau national. Le comité d'Egerkingen, groupuscule d'extrême droite proche de l'UDC, a alors déposé une pétition demandant l'interdiction des foulards liés à l'islam dans toutes les écoles publiques, pour les élèves comme pour les enseignant·es, de l'école enfantine à l'université, tout en excluant les signes religieux des autres confessions.



A l'image du climat politique et médiatique observé en France, l'extrême droite populiste de notre pays instrumentalise elle aussi la question de l'islam à des fins électoralistes. Sous couvert de défendre la laïcité et les valeurs démocratiques, cette proposition alimente des peurs infondées et des amalgames dangereux entre islam et endoctrinement. Aucune donnée sérieuse ne permet d'affirmer que le port du voile à l'école constituerait une menace pour la cohésion sociale ou pour la liberté des élèves. En revanche, une telle interdiction risquerait d'exclure davantage les femmes musulmanes de l'école, de l'emploi et de l'espace public, renforçant ainsi les inégalités qu'elle prétend combattre.

Présentée comme une mesure de protection des droits des femmes, cette interdiction leur retirerait paradoxalement toute liberté de choix. Décider à leur place de ce qu'elles peuvent ou non porter relève d'une logique paternaliste et autoritaire, incompatible avec les principes d'émancipation invoqués par ses défenseurs. La liberté religieuse inclut également le droit d'exprimer sa foi, dès lors que cela ne porte pas atteinte aux droits d'autrui.

Invitée dans l'émission Forum sur la RTS, la sociologue et maître-assistante au Centre suisse islam et société Mallory Schneuwly Purdie a dénoncé des discours nourris par la crainte d'un supposé « grand remplacement », qui ne reposent sur aucun fondement factuel. Elle rappelle que si la population musulmane augmente en chiffres absolus, la population suisse dans son ensemble croît également, traduisant une stabilité proportionnelle.

Dans un rapport publié le 22 octobre 2025, le Conseil fédéral a lui aussi conclu qu'une interdiction générale du voile à l'école publique serait contraire à la Constitution et inutile. Il rappelle que la liberté religieuse est protégée, que la compétence relève des cantons et que la participation aux cours, y compris le sport et la natation, est déjà assurée grâce à des solutions pragmatiques. Le rapport souligne en outre les droits fondamentaux de l'enfant, l'autodétermination religieuse et la stigmatisation dont sont victimes les femmes voilées, qu'une interdiction ne ferait qu'aggraver. L'école doit rester un espace d'intégration fondé sur l'égalité des chances.

Présentée comme une mesure de protection des droits des femmes, cette interdiction leur retirerait paradoxalement toute liberté de choix.

Pour autant, la controverse est loin d'être close. Fort de précédents succès en votation, notamment sur les minarets et la burqa, le comité d'Egerkingen envisage une initiative populaire sur le voile à l'école, rendant une votation nationale possible. En désignant l'islam comme un problème à contenir, ce débat détourne l'attention des véritables enjeux de l'école publique et contribue à banaliser la méfiance envers une partie de la population.

Une société démocratique se construit par l'inclusion, le dialogue et le respect des droits fondamentaux, non par la peur et l'exclusion.

Yoann Bodrito

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

40 %

C'est le pourcentage de l'humanité vivant aujourd'hui dans un pays où les libertés reculent selon Freedom House. Le rapport annuel de cette ONG montre que la liberté politique et les libertés civiles ont reculé pour la 19e année consécutive en 2024.

Citation

« Dans une société raciste, il ne suffit pas d'être non raciste, nous devons être antiracistes. »

Angela Davis

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Le vengeur masqué



Pour celles et ceux qui sont sur les réseaux sociaux, difficile d'être passé à côté de l'influenceur français d'extrême droite Colin Walks. Basé en Valais depuis quelques années, il cherche à se faire un nom avec ces vidéos plus lourdes les unes que les autres. Armé de bombes aérosol et d'une caméra bien cadrée, l'influenceur est venu « dégauchiser » Vevey en recouvrant des tags propalestiniens.

Dans cette Suisse qu'il prétend nettoyer, Colin incarne une nouvelle figure du réactionnaire 2.0. Après avoir escaladé un balcon municipal le matin, on efface des slogans l'après-midi, et on poste le tout avant la séance de musculation du soir. Le muscle comme argument, la provocation comme programme, la géopolitique réduite à un décor Instagram ridicule pour booster son égo devant un public de « mascus » en quête de haine à distribuer.

Reste à savoir combien de temps durera cette expatriation idéologique avant qu'il soit remis à sa juste place. Parce que même bodybuildée, la fachosphère a parfois du mal à passer la frontière. Et c'est tout ce qu'on peut souhaiter à cette vermine fascisante. : Colin Walks ... away.

Impressum

Mensuel
15e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement :
annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité :
CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année